



Santé
Réduction des Risques
Usages de Drogues

SWAPS n° 24



1ère conférence latine sur la réduction des risques

Autosupport des usagers de drogues

par Marie Jauffret-Roustide

La conférence latine de réduction des risques laissait présager que l'autosupport constituerait une thématique centrale de la conférence. Ainsi, Fabrice Olivet, directeur d'Asud était l'un des trois membres du comité organisateur français de la CLAT (même s'il y figurait au titre de membre de l'Association française de réduction des risques). Ensuite, de nombreuses sessions étaient consacrées à des thématiques chères aux militants de l'autosupport ("Traitements de substitution: l'héroïne", "Perspectives sur les traitements de substitution", "Groupes de pression et anti-prohibitionnisme", "Autosupport et organisations d'usagers", "Drogues et législation", "Travail avec les pairs", "Salles d'injection", ...). Toutefois, cette conférence n'a pas tenu toutes ses promesses sur le thème de l'autosupport.

Promesses non tenues

Concernant le programme, des militants de l'autosupport français avaient demandé à être systématiquement intégrés à des ateliers généralistes (non spécifiques à l'autosupport) afin de faire entendre "la voix des usagers" sur l'ensemble des thématiques de la réduction des risques. Pour les militants de l'autosupport, ne pas avoir de symposium spécifique aurait permis d'éviter pour une fois de transformer la participation des groupes d'autosupport aux conférences internationales en de simples réunions réservées exclusivement aux militants de l'autosupport. Une fois encore, cet écueil n'a pu être évité. Certes, l'autosupport français était représenté dans trois ateliers sur quarante et un, dans l'atelier "Perspective ethnographique" Jeff Favatier, directeur d'Asud-Nîmes s'est interrogé autour de la question suivante "Peut-on parler d'une culture des drogues?" Sylvia Kynast, l'ancienne trésorière d'Asud

s'est, quant à elle, exprimée sur la "Prise en charge et évolution de l'hépatite C : influence des comportements addictifs, et rôle des associations d'autosupport d'usagers de drogues pour améliorer l'accès aux soins et à une meilleure information" dans l'atelier "Hépatite C", et Fabrice Olivet était modérateur de l'atelier "Perspectives sur les traitements de substitution". Mais, contrairement aux demandes formulées par les militants de l'autosupport français, une session spécifique a bien eu lieu autour d'"Autosupport et organisations d'usagers" au cours de laquelle sont intervenus pour la France, Matthieu Pastini d'Asud-Marseille et Etienne Matter d'Asud.

Autre déception, la session "Autosupport et organisations d'usagers" ne comportait pas de traduction simultanée. Sur place, des militants se sont donc improvisés traducteurs, et malgré leur bonne volonté et leurs compétences, l'atelier a pâti du manque d'organisation. En effet, les orateurs ont été contraints de raccourcir leurs interventions, raccourcis qui ont parfois eu pour conséquence de simplifier, voire de caricaturer, certains discours. De plus, le temps supplémentaire qu'implique cette forme de traduction a empêché toute question ou discussion suite aux interventions.

Au-delà des ces remarques d'organisation, la teneur des interventions était à la fois variée et de bonne qualité. La situation de la France et celle de l'Espagne ont pu être présentées à travers des problématiques rarement évoquées lors des précédentes conférences sur la réduction des risques. Thématique nouvelle, les rapports des organisations d'usagers avec les acteurs extérieurs à l'autosupport étaient au centre des différentes interventions par le biais des liens entre le monde de l'autosupport et de la recherche et des rapports entre centres institutionnels et organisations d'usagers.

Recherches et collectes de données

Lors de l'atelier "Autosupport et organisations d'usagers", Etienne Matter a relaté les expériences de collecte de données effectuées par le groupe dans le cadre du projet Tendances récentes et nouvelles drogues (Trend) de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT). Selon lui, l'implication d'Asud dans les recherches menées par l'Ofdt diffère du partenariat avec d'autres acteurs car impliquer Asud dans ces projets de recherche permettrait d'accéder aux populations cachées, de respecter une certaine éthique, et de faire participer activement des usagers à la définition et à la mise en œuvre des études par le partage des savoirs.

Il est dommage que dans cette intervention, par ailleurs fort intéressante, seuls les avantages de la participation de l'autosupport à la collecte des données aient été exposés. Une discussion avec la salle aurait peut-être permis d'évoquer les difficultés et les limites de ce dispositif comme, par exemple, la question de la rémunération ou du dédommagement des usagers

participant à ces études au-delà du financement des associations d'autosupport, ou celle de l'utilisation, voire du détournement, des informations délivrées par les usagers par les sources répressives ou les médias pour justifier une présence policière plus importante dans les quartiers ou une présentation sensationnaliste des consommations et des consommateurs.

Une intervention sur "La professionnalisation des usagers de drogues dans le contexte de la réduction des risques"* était, pour sa part, consacrée aux résultats d'une recherche en cours sur ce même thème. A la fin de cette intervention qui présentait les intérêts mais aussi les limites de ces formes de professionnalisation, certains militants de l'autosupport des usagers de drogues présents dans la salle ont contesté la présentation de ces limites. Ce débat témoigne de la complexité des relations entre la recherche et le militantisme. En effet, la recherche n'a pas pour objectif la promotion des phénomènes qu'elle étudie, mais pour des groupes récents et fragiles comme les organisations d'usagers, une présentation scientifique de l'autosupport peut paraître "neutre" et "froide" et être vécue comme une mise en danger du groupe. Ces réactions vives lorsque les dispositifs de la réduction des risques sont soumis à des critiques témoignent également du statut de ces conférences sur la réduction des risques qui sont avant tout des conférences militantes laissant peu de place à l'objectivité et à la recherche.

Situation française plutôt satisfaisante

En Espagne, autre pays, autres préoccupations, José Carbonnell et Satxa Rossello ont déploré la carence des financements de l'autosupport et les tentatives de récupération des organisations d'usagers par les centres institutionnels de réduction des risques. Pour Satxa Rossello, militant d'Asud, la collaboration avec les professionnels relève plus de l'exploitation que du partenariat car aucune compensation financière n'est accordée à l'autosupport pour le travail effectué. La situation de l'autosupport des usagers de drogues en Espagne paraît donc fragile comparée à la situation française. En effet, aujourd'hui en France, Asud dispose de subventions publiques régulières lui permettant de mener différentes actions (participation au dispositif de recueil de données Trend de l'OFDT, formations, interventions en milieu festif, etc.) et de salarier plusieurs militants. De plus, Asud occupe une position autonome vis-à-vis des centres institutionnels de réduction des risques, autonomie toutefois plus délicate à acquérir pour les antennes de province.

Pour terminer sur la présentation de la situation française, Matthieu Pastini, d'Asud-Marseille, a posé implicitement la place spécifique et complémentaire des organisations d'usagers de drogues dans le champ de la réduction des risques. Il a présenté un modèle de l'autosupport et mis en avant la prise en compte de la globalité de la personne et la dimension

participative de l'accueil des usagers dans le cadre de l'autosupport. En dehors de l'atelier "Autosupport et organisations d'usagers" , Jeff Favatier a pointé, dans une session intitulée "Perspective ethnographique", les aspects paradoxaux de la situation française de l'autosupport en France: la possibilité de se développer dans le contexte de la réduction des risques mais aussi la persistance d'une législation répressive qui confère un statut de délinquant aux usagers de drogues et les contraint à dissimuler leur usage. Cette clandestinité constitue un frein pour l'insertion sociale et politique des usagers, ce qui va à l'encontre de la volonté d'Asud de permettre aux usagers de drogues d'accéder à un statut de citoyen.

Cette première conférence latine sur la réduction des risques a eu le mérite de nous donner une idée de l'état de développement de l'autosupport des usagers de drogues dans les pays latins. En comparaison aux autres pays latins, la situation française est apparue plutôt satisfaisante eu égard à l'état des financements et aux préoccupations actuelles des organisations d'usagers de drogues.

* Présentée par Marie Jauffret-Roustide